

INTRODUCTION

Continuer à se battre

En 2005, l'élection d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie a éveillé de grands espoirs et de nouvelles perspectives. D'origine paysanne, ce président était théoriquement opposé à tout ce qui s'était passé auparavant dans l'histoire du pays. Il promettait de grands changements. Le résultat provisoire, sept ans plus tard, est assez mitigé.



Les principales villes de Bolivie.
Toutes connaissent un exode rural important.

Le gouvernement qui dirige aujourd'hui l'État plurinational de Bolivie, alors qu'il tient toujours un discours défendant les plus pauvres et les grands idéaux communautaires, n'a pas tardé, sans doute par pragmatisme et par besoin de gouverner, de s'allier à l'ennemi honni d'hier : l'agriculture industrielle, productiviste et néolibérale. Les loyalistes invoquent la nécessité de gérer des situations complexes, le contexte international souvent défavorable, sinon hostile, etc. De nombreux interlocuteurs boliviens interviewés en septembre 2012, en vue de la réalisation de ce dossier de *Défis Sud*, estiment cependant que leur gouvernement n'a pas tenu ses promesses de réforme des politiques économiques et plus particulièrement de changement des politiques agricoles.

Toutes les personnes rencontrées reconnaissent que l'époque d'une certaine Bolivie raciste, où les gringos imposaient la ségrégation aux autochtones et aux métis, appartient définitivement au passé depuis l'avènement d'Evo Morales. Mais les lois de la nouvelle Bolivie, entre autres celles de la Révolution productive et de la Terre-Mère, ont donné lieu à peu de réalisations concrètes ou, du moins, « à rien de révolutionnaire », affirme le journaliste bolivien Fernando Molina. Aujourd'hui, les grands projets productivistes ont toujours le vent en poupe. Plusieurs Boliviens rencontrés citent spontanément la construction très coûteuse (843 millions de dollars américains) d'une usine, par la multinationale

sud-coréenne Samsung, dans la région de Cochabamba, en vue de produire des quantités astronomiques d'engrais chimiques, « beaucoup plus que ce dont la Bolivie a besoin et sans être certain de pouvoir exporter le reste », ironise un interlocuteur.

L'utopie et la réalité

Ce pouvoir qui signe des contrats avec des multinationales étrangères a-t-il vraiment une vision utopique d'un pays qui fonctionnerait selon un idéal communautaire ? « Les lois sont des poèmes », confie la responsable d'une organisation partenaire de SOS Faim. La volonté de privilégier des organisations communautaires qui n'existent pas, ou pas encore, ou qui ont déjà été démantelées, n'a d'égal que la méfiance affichée envers les organisations de producteurs réellement existantes.

**La situation
des zones rurales
ne s'est que très
sensiblement améliorée.**

La même responsable d'ONG explique qu'un règlement en vigueur « offre une exonération fiscale de cinq ans aux entreprises agrochimiques présentes sur le territoire bolivien ». La contradiction est flagrante avec la doctrine officielle proclamant une politique environnementale saine et la promotion de l'agriculture biologique.

Un projet de construction d'une route cristallise les tensions et révèle la confrontation entre le rêve et la réalité. Le Tipnis (Territoire indigène et parc national Isiboro Sécure) est une extraordinaire réserve naturelle que le gouvernement, contre la volonté d'une majorité de la société civile bolivienne, s'apprête à détruire pour permettre la construc-

Suite à la page suivante ➤



Un cadet de l'armée nettoie un portrait du président Morales.

> tion d'une grande route censée ouvrir le passage à l'exportation vers le Brésil, au commerce, mais également à davantage de cultivateurs de coca, à l'exploitation du bois, etc. Les experts boliviens du *Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario* (Cedla) ont pourtant averti les autorités que « la forme actuelle d'intégration commerciale de la Bolivie dans les marchés dominants de la région facilite surtout le passage de marchandises entre les pays encerclant la Bolivie, mais ne permet pas vraiment à la Bolivie d'être un partenaire qui peut promouvoir et commercialiser sa production locale ».¹

Les transnationales toujours à la barre

Selon le Cedla, « l'augmentation des revenus fiscaux issus des bénéfices des hydrocarbures ne s'est pas traduite en de plus grands flux d'investissements publics dans les secteurs productifs. Les ressources issues de la vente des hydrocarbures ont été essentiellement destinées à l'infrastructure routière et, très

faiblement, aux secteurs tels que l'agriculture ou la manufacture (...). Les espoirs mis dans la conjoncture favorable des prix pour favoriser les processus de transformation du modèle primaire d'exportation ont tendance à s'évanouir face aux énormes enjeux que doit affronter le pays ». En réalité, malgré une nationalisation des hydrocarbures proclamée à grand fracas, les transnationales sont toujours à la barre : « Elles continuent d'être les leaders des investissements dans le secteur de l'extraction, laissant peu de marge pour que l'État – incapable de renverser le processus d'appropriation des excédents – puisse envisager des transformations durables. »

Agriculteur et taximan

Les revenus de l'État redistribués aux municipalités par le biais de la loi de Participation populaire et les programmes gérés personnellement par le président Evo Morales (*Mi Agua, Evo Cumple*) représentent les subventions les plus importantes du secteur public

à la population. Mais selon de récentes statistiques en provenance du ministère de l'Économie, seulement 55 % du budget pluriannuel du programme *Bolivia Cambia, Evo Cumple* auraient effectivement été investis entre 2006 et 2011².

La situation des zones rurales ne s'est que très sensiblement améliorée. L'exode rural continue vers les trois grandes villes du pays (La Paz et sa banlieue tentaculaire d'El-Alto, Cochabamba et Santa Cruz), alors que l'agriculture n'a pas atteint un niveau de mécanisation nécessaire pour être entretenue par peu de mains... Les jeunes qui persistent à vivre dans les municipalités de taille moyenne des départements à vocation rurale, joignent les deux bouts en devenant chauffeurs de taxi.

Un projet de construction d'une route cristallise les tensions.

Le maire de la petite ville rurale de Cliza, dans la région de Cochabamba, a confié lors d'une interview accordée à *Défis Sud* que sa commune compte quelque 20 000 chauffeurs de taxis à temps partiel. Dans le tout petit village voisin de Sorata, 300 taximen offrent leurs services aux visiteurs de passage (ndlr, les interviews des maires de Cliza, Tiquipaya et Arbieto sont publiées en espagnol dans la rubrique *Défis Sud* de notre site internet : www.sosfaim.org).

La désaffection des campagnes a également des conséquences moins innocentes quand elle mène à la contrebande, au narcotrafic, à la conversion de communautés entières de la région de l'Altiplano en producteurs de cocaïne... Mais envers et contre tout, les protagonistes interviewés dans ce dossier de *Défis Sud*, les municipalités, les producteurs agricoles et les ONG qui les soutiennent, continuent à se battre pour une Bolivie meilleure. ■

Article rédigé par Juan Cristóbal Mac Lean et Pierre Coopman. Traduit et adapté de l'espagnol par Pierre Coopman et Sophie Lapy

1 : Source : <http://www.cedla.org/>

2 : Página Siete, 24 août 2012.